

La democratie roumaine: vocation ou exercice de volonte?

Alexandrescu, Raluca

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Alexandrescu, R. (2005). La democratie roumaine: vocation ou exercice de volonte? *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 5(3), 583-603. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56295-5>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

La démocratie roumaine: vocation ou exercice de volonté?

RALUCA ALEXANDRESCU

Saisir la modernité politique roumaine de la seconde moitié du XIX^e siècle à travers le discours intellectuel de l'époque pose d'emblée un problème de choix méthodologique; d'autre part, cette démarche exige une explication de la lecture possible de cette modernisation à travers les aventures conceptuelles de la démocratie. En vérité, pourquoi proposer une interprétation de ces phénomènes par l'intermédiaire d'une analyse de la démocratie? Ou encore: quelle relevance pour une enquête concernant la production intellectuelle de la démocratie et la modernisation politique peut avoir la suite du grand débat de 1848, concernant la Nation, la Révolution et la Démocratie et le développement, dans le discours politique, des nouvelles institutions de la Roumanie après 1866¹?

Je ne me propose naturellement pas de répondre d'une manière exhaustive à ces questions qui représentent, en fait, un malaise intellectuel chronique face aux incertitudes de la modernité roumaine². Mon but est seulement de reprendre à nouveau frais ces questions et de proposer une lecture faite dans une perspective méthodologique différente – l'histoire conceptuelle. Le corpus est constitué par les écrits d'un représentant de la génération de 1866, George Panu, dont le trajet intellectuel se constitue au travers des hésitations entre les deux grandes directions idéologiques tracées par la génération matricielle de 1848 et formellement établies – dans la création des partis politiques – en 1875 et en 1880. Cette référence primaire sera confrontée à l'héritage de quarante-huit, référence obligée dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à l'intérieur du débat concernant les chemins de la démocratie. Car, pour les intellectuels roumains situés au cœur du débat sur les voies de la modernisation, deux directions générales se dessinent, directions concurrentes³, déjà anticipées par le développement d'une conscience historique différente chez les hommes de quarante-huit: les conservateurs et les libéraux.

À partir de 1866 on peut d'ailleurs parler d'une formalisation de l'espace des institutions, des droits et des libertés anticipées par les révolutionnaires de 1848,

¹ J'utilise comme appui méthodologique le rapport établi par Reinhart KOSELLECK entre le concept de révolution et la modernité politique européenne: «Il existe peu de termes qui soient aussi largement répandus et qui appartiennent de manière aussi évidente au vocabulaire politique moderne que celui de révolution» (*Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2000, p. 63).

² Sur le problème de la modernisation politique au XIX^e siècle roumain, v., par exemple, Daniel BARBU, «La modernisation politique: une affaire des intellectuels?», in *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. I, no. 1, 2001, p. 57-71.

³ V. Keith HITCHINS, «Desăvârșirea națiunii române», in Mihai BĂRBULESCU, Dennis DELETANT, Keith HITCHINS, Șerban PAPACOSTEA, Pompiliu TEODOR, *Istoria României*, Editura Enciclopedică, București, 1998, p. 390.

tout aussi bien que d'une articulation de l'espace de protection de certains droits liés à la liberté d'expression (comme, par exemple, la disparition de la censure)¹. La démocratie, en tant qu'aire conceptuelle, dépasse la simple détermination pratique des voies de sa mise en oeuvre. Le sens exceptionnellement flottant de ce concept essentiel pour la modernité politique – roumaine surtout, puisque cette dernière s'affirme au XIX^e siècle en brûlant les étapes que la modernité politique européenne traversait depuis le XVII^e siècle – indique aussi la nécessité d'une démarche qui essaie de comprendre ce concept dans ses indéterminations multiples.

Les équivoques de la modernité politique roumaine traversent ainsi les définitions successives de la démocratie que les intellectuels du XIX^e siècle s'approprient à forger, conjointement à un processus de reformulation institutionnelle. L'aventure institutionnelle roumaine, menée tout au long du XIX^e siècle, s'étend selon un schéma similaire, qui mène à la découverte de deux espaces radicalement différents pour ce qui est de leur développement². C'est ainsi que les «infrastructures»³ conceptuelles engendrées par le discours politique roumain de cette période touchent plusieurs découpages de la démocratie: le sens des procédures représentatives, l'émancipation, l'idée moderne qui oscille entre le désir d'émancipation individuelle (direction privilégiée par les libéraux de I.C. Brătianu et aussi, dans un sens encore plus marqué, par les radicaux-démocrates de G. Panu) et celui de participation à la puissance sociale (dans le sens «hérité» de François Guizot et repris par les penseurs conservateurs). Le sens de la démocratie passe ainsi, successivement, à travers celui de la liberté des Modernes, de la liberté révolutionnaire des Nations – le cas, partiel, de 1848 et de l'union de 1859 – et de la liberté politique des individus agissant dans un espace institutionnel en construction.

Les «outils» de 1848

La démocratie est réinventée par la modernité occidentale après 1789. Car avec les écrits de Benjamin Constant ou de François Guizot, la démocratie devient au XIX^e siècle un véhicule porteur de notions sous-jacentes, pratiquant des transferts dans d'autres domaines de la technique démocratique qui englobe, cette fois-ci, l'individu dans ses nouveaux espaces de liberté, privée et publique, les institutions et la gestion des affaires communautaires.

Un des indicateurs de cette modernité est justement la façon dont les intellectuels roumains forgent et façonnent la démocratie en tant que concept. La démocratie est un concept de tradition, mais aussi – surtout pour la génération de 1848 et moins pour celle de 1866 – un concept de mouvement⁴, dans le sens qu'il suscite deux voix de débat, par la législation et par la révolution.

¹ Cf. Ioan STANOMIR, *Nașterea constituției. Limbaj și drept în Principate până la 1866*, Nemira, București, 2004, p. 346.

² Cf. Elena SIUPIUR, *Intellectuali, elite, clase politice moderne în Sud-estul european. Secolul XIX*, Editura Domino, București, 2004, p. 100.

³ Cf. Pierre ROSANVALLON, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Gallimard, Paris, 2000, p. 33.

⁴ J'utilise ici les catégories formulées par Reinhart KOSELLECK dans l'ouvrage cité. Le mouvement, comme «expérience fondamentale du changement vers un futur ouvert» change de

C'est ainsi que s'esquisse, avec un retard et avec des décalages considérables¹, la structure moderne de la démocratie dans la pensée politique roumaine d'après 1866. La réflexion politique roumaine s'enrichit d'une question qui, pour la pensée politique française, par exemple, fut un des points de départ dans l'élaboration de la théorie démocratique au début du siècle: le rapport à la révolution. «Fixer» ou «terminer» la Révolution, telles sont les idées-mères de Constant, de Guizot et plus tard, de Tocqueville². Toutes proportions gardées, la génération des intellectuels roumains d'après 1848 se penche sur une question similaire, qui vise aussi la constitution, dans les écrits de Ion Ghica, surtout, la constitution d'un «libéralisme de gouvernement»³, marié à un libéralisme qui se confronte à la démocratie, tout en aménageant la place propre de l'individu à l'intérieur de cet échafaudage.

Par conséquent, la direction maîtresse de la pensée politique roumaine combi-nera, d'une part, une modification de la méthode et des sources intellectuelles utilisées, et d'autre part, une thématique qui identifie l'existence de la démocratie à travers un réseau de notions sous-jacentes, connexes ou bien contraires: révolution, nation, État, commune, vote universel, égalité, respect des droits et des libertés, l'individu. Tout ce mélange souvent hétéroclite, mais passionnant, brosse l'image d'une génération qui accomplit son propre travail de deuil dans le sillage de l'échec de 1848, mais qui s'efforce, d'autre part, de mener à bien un processus qui vise l'introduction, dans la pensée politique roumaine, des concepts et méthodes propres à la modernité⁴.

La notion de démocratie ainsi aménagée entre lentement dans la conscience intellectuelle des Principautés, grâce à la génération de 1848, qui essaie, dans un effort d'acculturation réfléchie, de tracer les chemins propres de la modernisation à travers – entre autres – les équivoques de la démocratie, conçue dans une tension permanente entre expérience et attente⁵.

Le travail entamé par les quarante-huitards et repris – d'une manière en même temps contestatrice et soucieuse de la tradition, comme on va le voir – par les «bé-

rythme dans la modernité. Les concepts politiques modernes sont ainsi définis, par la «rapidité» d'implantation «dans le quotidien comme dans l'espace public», sans quoi ils n'appartiendraient pas à la modernité. «Depuis, il n'existe guère de concept essentiel en théorie politique ou dans le discours social, qui ne recèle un coefficient de changement temporel sans lequel il est impossible de reconnaître quoi que ce soit, de penser ou d'argumenter et sans lequel la force des concepts serait perdue» (pp. 289-290). L'attente et la tradition regroupent des concepts issus, généralement, d'une relation avec le temps toujours constant et permanent: «Ce n'est qu'à partir du moment où l'attente chrétienne de la fin des temps a perdu son caractère d'actualité permanente, que l'on a pu envisager un temps sans limites, ouvert à ce qui était nouveau» (p. 273).

¹ Sur le retard intellectuel par rapport à l'Occident européen et surtout sur les efforts déployés par les intellectuels roumains de brûler les étapes, v. Pompiliu ELIADE, *Influența franceză asupra spiritului public în România – Originile* [De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie, Les origines, Ernest Leroux, Libraire-éditeur, Paris, 1898], trad. roum. par A. Dumitrașcu, Humanitas, București, 2000; Keith HITCHINS, *România 1774-1866*, trad. roum. par G.A. Potra et D. Răzdolescu; Paul CORNEA, *Originile romantismului românesc. Spiritul public, mișcarea ideilor și literatura între 1780-1840*, Minerva, București, 1972; Radu CARP, Ioan STANOMIR et Laurențiu VLAD, *De la «pravilă» la «constituție»: o istorie a începuturilor constituționale românești*, Nemira, București, 2002 et Elena SIUPIUR, *Intelectuali, elite...* cit.

² Cf. Pierre MANENT, *Historie intellectuelle du libéralisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1987, p. 221.

³ *Ibidem*, pp. 199 et suiv.

⁴ V. Daniel BARBU, «La modernisation politique: une affaire des intellectuels?», cit., pp. 57-71.

⁵ Cf. Reinhart KOSELLECK, *Le futur passé...* cit., pp. 308-315.

néficiaries» de 1866 présuppose une logique du temps historique moderne, traduite par quelques outils discursifs¹: l'existence d'un pronostic (la croyance forte dans l'avènement de la démocratie, dans notre cas), la simultanéité du non-simultané (réinterprétation du passé selon les nouvelles méthodes de la science historique, proposées par A.D. Xenopol ou par George Panu²) – donc d'une projection du temps historique propre à la modernité – la double obsession de la rupture et de la continuité et, finalement, l'introduction des nouvelles catégories de domination, reflétant les nouvelles tensions issues du débat philosophique du XIX^e siècle, tels le binôme Despotisme-Liberté (ou, dans sa variante de 1866, Parlementarisme)³.

Entre la révolution et la représentation: méthodologies de la démocratie

Le moment 1848 avait posé dans le discours intellectuel de l'époque quelques thèmes définitoires pour le concept de démocratie. Ces thèmes – Nation, Révolution, représentation – se structurent (on le voit bien chez des auteurs tels Ion Ghica, Nicolae Bălcescu, Mihail Kogălniceanu ou C.A. Rosetti) à moyen de trois ou même de plusieurs catégories de concepts soit tout à fait congruents avec cette thématique, soit liés tout simplement à une logique révolutionnaire qui a contaminé, d'une manière ou d'une autre, une partie du discours intellectuel de l'époque.

La Constitution de 1866 propose un fondement institutionnel d'une stabilité que les Principautés n'avaient pas connue auparavant. Il s'agit non seulement de la construction d'un langage juridique, mais aussi, par conséquent, de la naissance d'un système de droit qui peut, théoriquement, fonder l'État moderne⁴. Le règne du roi Charles I^{er} consolidera ce mouvement. En plus, l'union de 1859 est le début, à valeur plus que symbolique, d'une autre étape institutionnelle et administrative. Tous ces changements sont reflétés, certainement, dans la production intellectuelle concernant la démocratie.

La génération de 1866 intervient dans le discours intellectuel dans des conditions différentes et dans un contexte où théoriquement, le discours démocratique change d'accents. Le discours politique lui-même se déplace vers une autre connotation fondamentale du concept de démocratie. Il y en a plusieurs causes identifiables qui surgissent dans le climat intellectuel de l'époque.

La cause première est la contradiction installée entre deux catégories agissantes dans la démocratie, qui vont s'articuler dans la seconde moitié du XIX^e siècle dans

¹ Néanmoins, étant donné le caractère par définition imprécis et insaisissable de l'aventure démocratique moderne, il faut se méfier des typologies trop précises: c'est là que l'histoire conceptuelle trouve tous ses avantages (V. Pierre ROSANVALLON, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Seuil, Paris, 2003, p. 27.)

² Tous les deux ont publié dans les années 1872-1874 une série d'articles qui proposent une vision radicalement différente sur le sens de la science historique, comme par exemple G. PANU, «Studiul istoriei la români», in *Convorbiri Literare*, an VIII, nr. 8, 1 noiembrie 1874 et Alexandru XENOPOL, «Studii asupra stării noastre actuale», in *Convorbiri Literare*, an V, nr. 8, 15 iunie 1871.

³ Pour le sens du parlementarisme roumain après 1866, v. Silvia MARTON, «De la stat la națiune: 1866-1867», in *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. II, no. 2, 2002, pp. 377-416.

⁴ V. Ioan STANOMIR, *Nașterea Constituției...cit.*, pp. 399-412.

la production intellectuelle: c'est la cohabitation imparfaite, parfois impossible, entre le «principe politique» et le «principe sociologique» de la démocratie, le premier consacrant la puissance d'un sujet collectif «dont le principe sociologique tend à dissoudre la consistance et à réduire la visibilité»¹. En effet, cette contradiction se retrouve au cœur de la polémique qui oppose, à partir notamment de la création du groupe de «Junimea», la tradition, la conservation, au radicalisme ou même au libéralisme. L'hésitante démocratie roumaine se trouve confrontée à l'urgence des thèmes comme le suffrage universel ou la citoyenneté des Juifs. Les deux voies possibles sont la société capacitaire – les conservateurs – et la représentation élargie – les libéraux. L'introduction du vote universel en France, même si le droit est réservé seulement aux hommes et pas aux femmes, suscite des ambitions similaires chez les radicaux-démocrates, comme George Panu, qui ne voient pas d'inconvénients dans l'introduction immédiate de ce système en Roumanie.

Deuxièmement, il s'agit des changements d'un environnement constitutionnel tout à fait différent. Une fois la constitution établie, ce sont les difficultés de sa mise en oeuvre qui deviennent évidentes. Ces difficultés partagent, une fois de plus, les directions de la production intellectuelle de la démocratie. Les révolutionnaires de 1848 travaillaient encore avec une philosophie constitutionnelle de la contestation, au sens où les Règlements Organiques étaient envisagés en tant qu'obstacles fondamentaux dans l'aventure démocratique et dans l'avènement des institutions modernes. *La Proclamation d'Islaz*, document officiel de 1848, se proposait, entre autres, le démantèlement de la structure constitutionnelle des Règlements Organiques. La logique politique de la contestation, en vertu de laquelle se construit l'ethos révolutionnaire, du moins dans le cas de C.A. Rosetti ou de Nicolae Bălcescu, mais aussi de Ion Ghica, fait la règle presque générale dans le climat constitutionnel de 1848². De là, cette tension conceptuelle qui, loin de parachèver le sens libéral de la démocratie, ne fait qu'ajouter des données paradoxales qui contribuent, elles aussi, à une méprise fondamentale du sens de la démocratie ou, plutôt, à un libéralisme hétéroclite, *ad-hoc*:

«La révolution future ne peut plus s'arrêter à désirer la liberté, l'égalité des Roumains et à les voir propriétaires terriens et capitalistes et frères associés en vue d'un commun progrès. Elle ne s'arrêtera pas non plus à la revendication de la liberté civile (*dinlăuntru*), qui ne saurait être obtenue sans la liberté nationale (*dinafară*), l'émancipation de la domination étrangère; elle exigera l'unité et la liberté nationale. Sa devise sera Justice, Fraternité, Unité. Elle sera une révolution nationale. C'est seulement au moment où la guerre sainte va sauver la nation que... l'assemblée du peuple pourra réaliser le règne de la nation»³.

La génération de 1848 avait travaillé pour la fondation institutionnelle et démocratique et conceptuelle de la révolution; le défi auquel cette génération se confronte est celui de la création d'une vision sur la politique et sur la gestion du pouvoir qui doit premièrement sortir du paradigme constitutionnel aristotélicien. Il s'agissait

¹ Cf. Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable*, Gallimard, Paris, 1998, p. 16.

² V., pour l'analyse de la philosophie constitutionnelle des quarante-huitards, Ioan STANOMIR, *Nașterea Constituției...cit.*, pp. 222-256.

³ N. BĂLCESCU, «Mersul revoluției în istoria românilor», in *Scrieri alese*, édition établie par Andrei RUSU, préface de Paul CORNEA, chronologie de Horia NESTORESCU-BĂLCEȘTI, Minerva, București, 1973, p. 114. La traduction nous appartient, de même que les traductions de tous les textes extraits de George Panu et de A.D. Xenopol.

aussi d'un défi d'ordre terminologique, compte tenu du fait que le langage politique de l'époque se confronte encore avec un retard linguistique considérable¹.

Tous ces sens et ces défis sont basculés par les événements, à partir de 1859. La génération révolutionnaire, convertie à la politique, commence à concevoir le système institutionnel comme un acquis améliorable. Tout le problème est alors dans la découverte des méthodes adaptées aux exigences de la modernisation roumaine. La question qui se pose est comment forger une base institutionnelle convenable, qui tienne compte des «héritages de la tradition», mais qui, en même temps, ne soit pas liée à l'éthique révolutionnaire, incompatible avec la démocratie parlementaire. Car, même si apparemment la base institutionnelle est là, il faut voir dans quel sens le discours démocratique se développe: «Nombreuses sont les institutions incompatibles avec l'esprit moderne et qui sont une entrave à la réalisation des revendications populaires»².

Comme problématique déclarée, c'est de cette modernisation³ que la génération de 1866 est soucieuse. Modernisation politique sur les bases des institutions adaptées ou adoptables: c'est là, en fait, la grande polémique de la fin du XIX^e siècle roumain, qui décide, une fois pour toutes, les directions à venir dans la polémique intellectuelle et idéologique sur le même sujet⁴. Car même si le groupe de «Junimea» – qui est loin d'être homogène, du point de vue de l'idéologie culturelle ou politique, ainsi que la coexistence, même passagère, des personnages aussi différents, tels Panu et Negruzzi, par exemple, le démontre⁵ – n'introduit apparemment pas de paradigmes culturels radicalement nouveaux dans l'espace autochtone, c'est justement la vision radicalement opposée à la tradition messianique et révolutionnaire de '48 qui est l'innovation. L'originalité du groupe, c'est le choix distinct, articulé, premièrement en faveur de la culture philo-allemande, contre le «radicalisme»⁶.

Dans la production du discours politique, les modifications vont principalement vers l'abandon progressif et presque naturel du trinôme de '48 Révolution-Nation-Démocratie. La disparition du thème révolutionnaire dans les textes des acteurs de cette période est accompagnée d'un déplacement substantiel qui favorise et met au premier plan une autre substance de la souveraineté. La légitimation du pouvoir politique doit se faire toujours à travers une définition de la souveraineté, dont la nature a changé: la confrontation passe de la rue au Parlement. Le théâtre démocratique change non seulement de personnages, mais aussi d'acteurs: la démocratie se fonde sur la représentation⁷, qui devient le point fort d'une souveraineté toujours mise à l'épreuve. Les hommes de '48 deviennent eux-mêmes des parlementaires, de chefs de parti, ce qui déplace le débat sur une scène nouvelle.

¹ Explicable par le contour d'un univers intellectuel qui, même dans les années '30 du XIX^e siècle, est encore dominé par le poids de la culture grecque et qui essaie de forger une langue littéraire nationale et une terminologie qui lui soit propre. V., dans ce sens, l'ouvrage concernant l'influence grecque sur l'enseignement dans les Principautés roumaines au XVIII^e et au début du XIX^e siècle d'Ariadna CAMARIANO-CIORAN, *Les Académies princières de Bucarest et de Jassy*, Thessaloniki, Institute for Balkan Studies, 1974.

² G. PANU, *Chestiuni politice*, Tipografia Lupta, București, 1893, p. V.

³ Pour le sens de la modernisation roumaine, v. Daniel BARBU, *Bizanț contra Bizanț. Explorări în cultura politică românească*, Nemira, București, 2001, pp. 259-260.

⁴ Z. ORNEA, *Junimea și junimismul*, Editura Eminescu, București, 1975.

⁵ V. Z. ORNEA, *op. cit.*, pp. 117 et suiv.

⁶ *Ibidem*, pp. 145-147.

⁷ V. Pierre ROSANVALLON, *La démocratie inachevée...cit.*, pp. 157 et suiv.

Il y a une généalogie intellectuelle que l'on pourrait ici refaire et qui a des rapports avec une certaine vision sur la méthodologie historique. L'appétence pour l'histoire en tant que science maîtresse, introduite dans la formation des intellectuels roumains par la génération de Mihail Kogălniceanu¹ et de Nicolae Bălcescu et qui a imprimé une certaine vision sur la démocratie basée, justement, sur la confrontation des deux méthodes, Quinet vs. Guizot, se manifeste encore dans les pages de la revue *Convorbiri Literare* dans les articles de A.D. Xenopol² et de G. Panu³.

Le cas de George Panu est particulier par rapport à ses confrères de «Junimea». Ses ouvrages sont éparpillés, à quelques exceptions près, dans les deux publications dont il a été directeur et même auteur intégral. Il s'agit du journal *Lupta*⁴ et de la revue hebdomadaire *Săptămâna*⁵. Le corpus se constitue alors partant de ces articles, quelques fois non signés – surtout dans le cas du journal *Lupta* – et dans les quelques brochures publiées durant sa vie.

Pourquoi ce personnage est-il intéressant dans la discussion concernant le concept de démocratie dans le discours politique roumain de cette génération? Principalement – comme sa biographie ainsi que ses écrits l'indiquent – grâce à ses qualités de miroir du climat intellectuel et politique de l'époque. Panu a une carrière de juriste et de parlementaire, fréquente le Parti Conservateur mais il est un libéral radical – c'est le trajet que beaucoup de ses contemporains partagent et qui reflète, d'une certaine manière, les mœurs politiques de son temps. En plus, ses penchants et son choix politique produisent un effet de révélateur pour les significations équivoques de la démocratie roumaine, ainsi que des difficultés des contemporains d'en baliser les sens les plus représentatifs.

Il faut préciser d'emblée que la concertation de la démocratie autour de l'idée de Nation reste un élément présent dans certains discours radicaux, par exemple dans le discours fractionniste de Iași, réuni autour de l'école de S. Bărnăuțiu, un savant réfugié de Transylvanie qui rassemble autour de lui un groupe politique et une école historique fortement contestée. G. Panu, idéologiquement proche de ce groupe politique, prend ses distances par rapport à la pratique historique de l'école de Bărnăuțiu.

On identifie, généralement, G. Panu avec à ses *Souvenirs de Junimea*, envisagés comme source de documentation pour l'histoire du groupe. Sorti du parapluie fractionniste, G. Panu a vingt-quatre ans quand il décide de joindre, après beaucoup d'hésitations, «Junimea». Son adhésion représente moins la déclaration d'appartenance à une direction idéologique et davantage celle des affinités de discipline intellectuelle et de méthode.

¹ Mihail Kogălniceanu note dans son «Mot introductif» du *Cours inaugural d'histoire nationale*, en 1843: «Cette heureuse popularité de l'histoire a principalement deux causes. La première, c'est le fait que chaque citoyen a aujourd'hui le droit et le devoir de s'occuper des affaires de l'État, que chacun veut savoir quels sont les droits nationaux et de quelle manière faut-il les défendre» (Mihail KOGĂLNICEANU, *Texte social-politice alese*, Editura Politică, București, 1967, p. 104).

² Alexandru XENOPOL, «Studii asupra stării noastre actuale», in *Convorbiri Literare*, an V, nr. 8, 15 iunie 1871.

³ G. PANU, «Studiul istoriei la români», in *Convorbiri Literare*, an VIII, nr. 8, 1 noiembrie 1874.

⁴ Le journal a été publié à Iași, entre le 10 juillet 1884 et le 7 novembre 1886, ensuite à Bucarest, entre le 23 novembre 1886 jusqu'au 2 novembre 1895.

⁵ La revue *Săptămâna* est publiée à Bucarest, entre le 2 novembre 1901 et le 18 juin 1910.

Le fait lui vaut en 1874 une bourse d'études à Paris (après une licence ès lettres passée en 1870 à l'Université de Iași). En 1873, Panu avait publié une étude assez retentissante à l'époque, concernant l'histoire critique des Roumains. Il étudie à l'Institut Sainte-Barbe en vue de l'obtention d'un doctorat ès lettres. Il devient ami des fils de C.A. Rosetti, qui va devenir son patron politique après son retour précipité en Roumanie. Il y abandonnera la carrière historique et se consacrera aux études juridiques, parachevées par le titre de docteur en droit de l'Université de Bruxelles. Ce tournant dans sa carrière marque aussi la fin de sa collaboration avec le groupe de «Junimea». En 1883, il se fait élire député du groupe libéral rossettiste et il participe en cette qualité aux travaux parlementaires pour la révision de la Constitution de 1866¹.

Après plus de dix ans d'activité politique et journalistique, Panu décide en 1895, avec beaucoup d'hésitations, d'adhérer au Parti Conservateur qu'il quittera six ans après, en 1901, en raison de la défection de son principal appui politique. Sans affiliation politique formelle ultérieure, Panu redevient un ami du Parti Libéral, dirigé, depuis 1893, par D.A. Sturdza.

Le destin politique de G. Panu témoigne, par lui-même, de la nature hésitante et de la recherche d'une dimension démocratique libérale qui est définie par son rapport à une multiplicité de thèmes.

Le rapport à l'histoire – un dialogue raté

L'histoire reste néanmoins un des modes d'expression de cette génération. Même si les formules changent, les directions du discours politique de cette génération sont reflétées par ce rapport mitigé à l'histoire nationale, ainsi que par un essai, de la part de la génération de «Junimea», de mettre un peu d'ordre dans la production intellectuelle générale et de la production littéraire en particulier. C'est à cause de ce penchant idéologique que la production intellectuelle roumaine de la démocratie est profondément liée à une certaine idée concernant la production historique de la nation. De cette manière, le rapport à la démocratie devient, à travers les oeuvres d'un Bălcescu par exemple, et de toute une époque qui pense le travail national et démocratique dans des termes synonymes, un rapport à un discours national intrinsèquement lié au discours national historique ou à la production historique de la nation.

La génération de 1866 assume du point de vue formel l'héritage de 1848, mais ne veut ou ne peut créer un lien organique avec celui-ci. La continuité historique entre les générations est théoriquement présente, sans devenir pour autant une source réelle d'échanges entre les générations.

Ce dialogue raté entre les générations intellectuelles roumaines du XIX^e siècle est d'ailleurs un des thèmes invoqués par Panu, qui contribuent à la compréhension d'une signification tellement mitigée du terme en question:

«Parce que la valeur des choses ne réside pas nécessairement dans ce qu'une génération historique ou une autre s' imagine; travaillée et influencée par des différentes motivations quotidiennes, elle prend souvent comme de la plus haute importance des choses qui, une fois le temps écoulé, apparaissent comme passagères et momentanées... Souvent, une génération se trompe

¹ J'ai utilisé comme sources la préface et le tableau chronologique de Z. ORNEA, en G. PANU, *Amintiri de la Junimea din Iași*, Minerva, București, 1998.

sur ces propres idées et croit que ce qu'elle cherche est complètement différent de ce que les générations précédentes ont poursuivi, car le chemin qu'elle s'est frayé et les méthodes qu'elle utilise sont différentes. Trop préoccupée par ces formes, elle ne prend pas en considération le fait que le même esprit l'anime et qu'elle prolonge, sans le savoir, l'ancien mouvement»¹.

La problématique évoquée ici par Panu a des rapports avec un thème de prédilection dans les débats concernant la modernisation politique: les «formes sans fond». Ce sujet se retrouve dans les textes du radical-démocrate, de passage dans le groupe des élites intellectuelles junimistes (les «clubistes», selon N. Iorga²). Autour de cette question se jouent, non plus la problématique de l'union, comme c'était le cas en 1848, mais les problématiques de fondation institutionnelle autour d'un *establishment* qui fonctionne tant bien que mal: la monarchie constitutionnelle, le parlementarisme, la vie politique moderne, réunis dans la confrontation des partis politiques modernes.

Le rapport – souvent polémique – à l'histoire devient pour les auteurs roumains de cette période non seulement une question de méthode – par ailleurs très importante pour cette génération qui adopte avec enthousiasme les hypothèses tellement disputées de Darwin et qui est éduquée dans l'esprit d'une pensée sociologique triomphante – mais aussi une question de définition démocratique:

«Les généralités étaient alors à l'ordre du jour. Guizot avait donné le ton, mais celui qui avait rendu si passionnés les esprits pour les généralités historiques aux prétentions sociologiques était, sans aucun doute, Buckle et son *Histoire de la civilisation en Angleterre*. Drapper le suivait de près, et c'est ainsi que ces ouvrages avaient produit une forte impression sur nous»³.

Et en voici, une fois de plus, les sources intellectuelles:

«À l'époque, Junimea et notamment certains d'entre nous étions sous l'empire de la lecture de ces quatre auteurs: Herbert Spencer, Darwin, Drapper et Buckle. Et moi notamment, je fréquentais aussi Auguste Comte, dont je m'étais déclaré l'adepte philosophique. Je considérais Spencer inférieur à Auguste Comte et je me moquais de l'effort vain de Spencer de prouver son originalité par rapport à Auguste Comte, surtout en ce qui concerne sa classification des sciences. Buckle et Drapper nous avaient aidé à entrevoir un peu quelques lois fatales du développement de l'humanité»⁴.

Les partis contre la démocratie ?

Si pour la plupart des auteurs roumains du XIX^e siècle, au moins dans la seconde partie, la nation et l'identité nationale sont des éléments qui aident à la construction de la modernité et de la démocratie⁵, comprise dans différents sens, pour

¹ G. PANU, «Studiul istoriei la români», cit., p. 39.

² N. IORGA, «Despre civilizația românească la 1870», in *Analele Academiei Române, Memoriile Secției Istorice*, seria III, tom XIX, pp. 199-210. Sa position est d'ailleurs très critique envers l'attitude contestataire de ce groupe, et particulièrement envers la position adoptée par G. Panu.

³ G. PANU, *Amintiri...*cit., p. 457.

⁴ *Ibidem*, p. 103.

⁵ V. Daniel BARBU, *Bizant contra Bizanț...*cit., p. 266.

G. Panu, la démocratie et la nation sont incompatibles. L'idée libérale est pour lui le reflet d'un souci du bien-être politique et par la suite économique individuel qui exclut finalement le grand débat collectif sur la nation, dominant dans cette époque. Une position affirmée dans les années '80, qui reprend dans leur traduction strictement politique ses options de méthodologie historique, présentées, dix ans auparavant, dans la revue *Convorbiri Literare*. On peut interpréter sa position extrêmement critique par rapport au parlementarisme et aux acteurs du système politique roumain, largement détaillée dans les *Portraits parlementaires*, non seulement dans une clé purement pamphlétaire, mais aussi dans le sens de l'affirmation d'une croyance libérale plus authentique que celle de ses confrères réunis dans le parti créé en 1875.

C'est ce qu'on retrouve aussi après 1900 – peut-être en 1901, quand il se fit élire député sous la protection de D.A. Sturdza – dans une lettre non-datée, envoyée au chef du Parti National Libéral. Le radical-démocrate explique son refus de joindre le parti libéral à travers un plaidoyer en faveur du collègue unique et ensuite du suffrage universel en contradiction avec le principe de la nationalité lue à la manière des libéraux :

«Monsieur Sturdza,

À Iași, j'ai tenu conseil avec mes amis, j'ai réfléchi à ma situation par rapport à la démocratie du pays et je suis arrivé à la conclusion que, malheureusement, je ne pouvais rien faire dans la question de mon adhésion au parti libéral [...] si le parti libéral ne s'engageait pas à demander la réforme de la Constitution en vue de l'introduction du suffrage universel, si la réforme des impôts dans un sens démocratique n'allait pas être formulée comme un point capital dans le programme, alors c'était impossible de justifier aux yeux de l'opinion publique mon entrée dans le parti libéral»¹.

Pour lui, les préoccupations principales qui devraient organiser les programmes des partis politiques – objet des critiques virulentes de sa part, compte tenu des compétences démocratiques réduites – devraient aller dans les directions de l'amélioration de la représentation. Il se retrouve au cœur d'un débat qui animait l'esprit français autour de 1848, voir le débat sur le suffrage universel. C'est d'ailleurs le thème le plus fréquent dans les écrits de George Panu, qui apparaît déjà dans les colonnes du journal *Lupta* et continue, avec une fréquence admirable par sa constance, dans l'hebdomadaire *Săptămâna*. Au fil de ses écrits on voit la perception de la démocratie changer dans plusieurs directions: démocratie-État de droit, démocratie-citoyen et, finalement, État de droit-citoyen.

«Le libéralisme, avec ces tendances soi-disant de '48, ne peut plus satisfaire les besoins réels du pays, et ne peut résoudre non plus les questions vitales d'un peuple. Chez nous le libéralisme s'était basé sur le principe de la nationalité, ses tendances, nobles en soi, étaient de réunir les Roumains dans un peuple, une nation. Hélas, il n'y est pas arrivé! Parce qu'on n'est pas un peuple, une nation dans le sens profond et fertile du mot»².

La démocratie, on le voit bien, commence à être rapportée aux éléments d'identification déjà perçus comme fondateurs des institutions démocratiques. La

¹ Lettre non datée de G. Panu à D.A. Sturdza, Bibliothèque de l'Académie Roumaine, Manuscrits, Fonds D.A. Sturdza, cote S 28 (3)/DCCCXCV.

² *Lupta*, an II, nr. 115, 1885, p. 1, col. I.

théorie libérale européenne, avec les mouvements que la France connaît au début des années '70 renvoient la production intellectuelle vers un constat élémentaire, mais qui, pour le contexte roumain, représentait un progrès de substance. Loin d'être définie uniquement à travers les contours de la nationalité, la démocratie se définit en tant que système constitutionnel de garantie des droits et de libertés des citoyens par la représentation et par l'institutionnalisation des formes démocratiques occidentales. (Un élément qui vient s'ajouter à cette image, c'est la position adoptée au sujet de la question juive et surtout de l'octroi de la nationalité roumaine aux Juifs. Panu est un critique constant de l'attitude des gouvernements successifs – conservateur et libéral – à l'égard de ce problème qui représente pour lui un baromètre décisif dans l'évaluation de l'état démocratique de la Roumanie.)

Cette position cohabite d'une manière évidente et inconfortable avec une position adoptée, paradoxalement, par des camps théoriquement adversaires et qui ne partagent pas les mêmes vues sur le renouveau intellectuel nécessaire du pays. Les adeptes du «messianisme démocratique» de Simeon Bărnuțiu cultivent encore un sens de la culture politique et historique qui va dans une continuité du mouvement de 1848. La logique nouvelle, proposée par Titu Maiorescu, veut renouer avec les traditions institutionnelles de l'Ancien Régime¹, tout en gardant l'esprit ouvert pour les nouvelles vagues du progrès intellectuel européen. Le passé récent est encore trop près pour offrir une base d'objectivation de construction identitaire; il faut, par conséquent, rompre avec lui.

C'est ainsi que d'une manière paradoxale, la génération de 1866 se construit autour d'une polémique entre les Anciens et les Modernes. Au cœur du débat est la tradition et le respect des structures d'un groupe qui rompt d'une manière programmatique avec la tradition nationaliste de la révolution de 1848, encore puissante dans le discours politique roumain, pour renouer avec un type de discours beaucoup moins fréquenté par les intellectuels roumains de l'époque, dont Ion Ghica est peut-être le représentant le plus illustre. La matrice fondatrice de cette polémique – Guizot vs. Michelet – se joue aussi par repérage de la logique de la tradition et de la rupture.

Les hésitations de la démocratie roumaine trouvent une explication possible dans cette tension toujours renouvelée entre le démocratisme national et le démocratisme tout court, dans la version de G. Panu, qui avance l'image d'une démocratie dont le rapport à la nation est décidément refusé². Les libéraux roumains de Brătianu seraient responsables de l'échec de la démocratie non seulement parce qu'ils n'ont pas souhaité l'amélioration de la représentation, mais aussi parce que la Nation comme telle est un concept voué à l'échec. C'est mettre entre parenthèses, d'une manière tranchée, le tableau national si cher à son esprit tutélaire le plus proche, C.A. Rosetti, est c'est nous rappeler, en quelques sorte, les différentes distinctions opérées par Ghica entre la révolution nationale et la révolution politique³.

¹ Sur ces deux camps intellectuels et politiques et pour une analyse des contextes, v. Daniel BARBU, «Titu Maiorescu sau despre interpretarea literară a politicii», in *Studia Politica, Romanian Political Science Review*, vol. III, no. 1, 2003, pp. 73-79.

² V. Pierre MANENT, «La démocratie sans la nation?», in *Commentaire*, no. 75, 1996, pp. 569-575.

³ Ion Ghica, adepte de l'élaboration d'un discours propre à la science politique, écrit dans une *Lettre au général Josef Wysocki, du 1^{er} janvier 1850* (Ion GHICA, *Opere*, vol. IV, édition établie, étude introductive, notes et commentaire, index et bibliographie par Ion ROMAN, Minerva,

Le refus de la Nation comme partie active de la Démocratie n'est pas pour autant un refus des mérites historiques du libéralisme national messianique ou, du moins, de sa justification historique. Panu se livre à une espèce d'archéologie du libéralisme roumain, démarche qui observe, note et prend en considération les vestiges de ce type de libéralisme en tant que tels, c'est à dire en tant qu'objet d'étude et rien d'autre. Le libéralisme national appartient aux «temps héroïques», comme il note en 1892¹, et il doit y rester. Ce qu'il a hâte de sanctionner, ce sont les résurgences anachroniques de l'esprit de '48. On le voit très bien dans les portraits sarcastiques de certains collègues parlementaires. Les personnages qui animent ce type de libéralisme révolu sont considérés d'un oeil assez critique:

«M. Voinov est un vétéran des temps héroïques. Comme dans l'armée, auparavant, beaucoup avançaient, par leur mérite, du simple soldat jusqu'au général, sans études, sans beaucoup d'école, de la même façon M. Voinov a avancé en politique. Il y a 20 ans, il était un simple soldat, ensuite il a reçu, peu à peu, les grades des hommes politiques, jusqu'à ce que M. Brătianu lui ait proposé de devenir ministre»².

La démocratie comme profession: la délégation

Le modèle libéral roumain de la représentation est après la réforme constitutionnelle de 1883 également, imparfait par rapport aux critères, plus élargis, utilisés en France. Une année après, en 1884, la déclaration politique de G. Panu est assez claire: il adhère au Parti Radical fondé par C.A. Rosetti³, qui correspond le mieux, à ses yeux, aux impératifs démocratiques:

«Il y a une réforme sans laquelle les idées démocratiques et l'émancipation économique des masses ne peut se faire, une réforme qui elle seule est capable de modifier la situation politique actuelle, elle seule pourra anéantir les coteries politiques et faire apparaître un parti à base populaire»⁴.

București, 1985, p. 252, en français dans le texte) que «le sentiment national a divisé les peuples et compromis le bonheur et la tranquillité de l'Europe pour longtemps, et qui plus est, le monde se trouve aujourd'hui presque à la discrétion d'une puissance absolue qui a su exploiter ces haines et les tourner à son profit; des peuples également malheureux, également opprimés doivent s'entendre et agir de concert; c'est à ceux qui ont dirigé les mouvements partiels de s'entendre entre eux et d'arriver à lui donner la généralisation qu'exige le succès...». Le sens de la démocratie dans ce contexte se retrouve confronté avec les revendications nationales. Ion Ghica va plus loin encore, en retrouvant les racines de l'échec de la révolution de 1848 dans la confusion opérée par les principaux acteurs de cette révolution entre, d'une part, ce qu'il appelle la «révolution sociale», qui domine l'Occident européen, et la «révolution nationale et politique», mouvement généralisé dans le Centre et le Sud-Est européen. Ce plaidoyer en faveur de la séparation des revendications démocratiques et nationales, Ghica va le soutenir à cor et à cri, surtout dans sa correspondance de 1850 avec C.A. Rosetti, le «rouge» de la révolution roumaine de 1848.

¹ G. PANU, *Portrete și tipuri parlamentare*, Tipografia Lupta, București, 1892, p. 165.

² *Ibidem*.

³ G. PANU, *Amintiri...cit.*, pp. VI-VII.

⁴ IDEM, «Sufragiul universal», in *Chestiuni politice*, Tipografia Lupta, București, 1893, p. VI.

En France, le vote universel, adopté en 1848 et dramatiquement restreint par la loi du 30 mai 1850 de Louis Napoléon¹ faisait déjà l'objet des critiques de la représentation qui, attirés par le modèle direct, déployaient un effort de reconceptualisation de la démocratie². En revanche, le discours politique roumain après 1848 et surtout après 1866 introduit des termes nouveaux dans l'effort de compréhension de la démocratie, qui constituent pour certains auteurs des baromètres démocratiques. Des notions telles partis politiques, l'homme politique en tant qu'image de la pratique spécialisée de la politique, le Parlement comme lieu de force de la démocratie dans toutes ses expressions deviennent les acteurs d'une saga de la démocratie.

Mais le chemin vers le Parlement est la vraie démocratie, c'est le suffrage universel. Panu défend et explique amplement sa conception de ce système, en proposant une «évolution graduelle» pour venir à l'encontre de ses critiques – premièrement le collège unique, ensuite l'universalisation du vote: «Je sais que l'état de restriction électorale est justifié au nom de l'intérêt général, de la sûreté de l'État, du danger national»³. Mais en fait il y a deux catégories de gens qui ne souhaitent pas la réforme électorale: ceux qui sont convaincus des dommages que le suffrage universel produirait sur leur propre carrière, et ceux qui croient vraiment à l'absence des compétences politiques d'une certaine partie de la population. Panu ne contredit pas directement cette opinion – on pourrait même dire, en lisant ses propos sur la révolte des paysans de 1907, qu'il en est même le défenseur. La différence réside dans le traitement de cet unique diagnostic. Pour Panu, le fondement de toute société démocratique gît dans le droit de «participer aux affaires de l'État» par le droit d'élire: «le droit de tout citoyen de dire son avis dans les questions qui le concernent, comme les impôts, l'enseignement, les lois économiques, la justice, l'administration, ainsi que celles qui règlent les rapports de société»⁴. Or, l'unique moyen de dire son avis, c'est le vote, car la démocratie pour Panu, c'est la représentation. C'est donc dans cette perspective, qui suggère finalement une démocratie touchant, par le pouvoir de la délégation, tous les niveaux d'une «société» que le droit d'élire doit trouver sa place. (Panu refuse néanmoins à la sociologie le droit d'être déjà appelée une science, chose assez bizarre pour un ancien partisan d'Auguste Comte. Il parle avec un certain mépris de l'«état primitif» de la sociologie, du fait que cette «prétendue science» est à la portée de n'importe qui «a la prétention d'en être connaisseur, spécialiste, de pouvoir remédier à tous les maux sociaux»⁵.)

Panu n'est pas l'adepte du gouvernement direct – à l'époque, le débat est à l'ordre du jour en France⁶ – sa raison principale étant le fait que, d'une manière générale, ceux qui participent directement à l'acte de gouverner ne sont pas nombreux. Alors, sa réflexion va dans la direction d'une conceptualisation des mécanismes de la représentation. Le Parlement, l'homme politique deviennent les acteurs constitutionnels du régime politique. La perception de la nature et du rôle de l'homme politique est tout à fait révélatrice dans ce sens. On découvre l'image d'une démocratie en train de se bâtir – ou, plutôt, qui devrait se bâtir – à travers ses portraits parlementaires, dans lesquels l'homme politique trouve, implicitement, sa définition. Voici, par exemple, le portrait dressé à Titu Maiorescu:

¹ Pierre ROSANVALLON, *La démocratie inachevée...* cit., p. 157.

² *Ibidem*.

³ G. PANU, «Sufragiul universal», cit., p. 12.

⁴ *Ibidem*, p. 48.

⁵ *Ibidem*, p. 27.

⁶ Cf. Pierre ROSANVALLON, *La démocratie inachevée...* cit., p. 227.

«Titu Maiorescu est-il un homme politique? Nous sommes enclins à répondre non. En vérité, pour que quelqu'un soit homme politique, il faut qu'il ait la passion du travail, le feu sacré. Ce qui fait totalement défaut à Titu Maiorescu. Les hommes politiques sont cooptés au gouvernement parce qu'ils font et ils ont toujours fait de la politique, parce qu'ils ont joué un rôle et parce qu'ils sont désignés comme représentants par leurs partis. M. Maiorescu est entré il y a 15 ans dans le gouvernement de M. Catargiu comme spécialiste dans les problèmes de l'enseignement, ainsi qu'un ingénieur travaillerait aux ponts et chaussées [...] M. Maiorescu a ensuite cessé de faire de la politique militante, pour ne pas dire qu'il a continué de ne pas en faire du tout. Et quelle politique? De la politique sans relief, politique d'amateur, d'hommes de lettres ou d'avocat à ses moments perdus...»¹.

L'image de la politique se dessine ainsi avec précision. La politique est une carrière à part, qui se construit non pas comme une occupation parmi d'autres, mais comme une profession à part entière. La compétence de l'homme politique, qui n'est pas entièrement identifiable avec le technocrate d'aujourd'hui, exige des connaissances dans les «grandes questions sociales, économiques et financières»², mariées avec le savoir-faire du parlementaire entraîné et habitué à la lutte politique menée au Parlement: «M. V. Pogor est le type du junimiste sceptique, léger, sarcastique, la politique est pour lui un jeu d'enfant gâté, qui ne doit lui causer ni des désagréments, ni des ennuis»³. La politique est dorénavant considérée comme un métier⁴ et peut être exercée d'une manière convainquante par les hommes politiques «authentiques», «démocratiques», voire «populaires»⁵.

C'est une position partagée avec d'autres cosignataires dans les pages de *Convorbiri Literare*, comme A.D. Xenopol, par exemple:

«La politique n'est ou ne devrait être que l'intermédiaire entre la science et la pratique en ce qui concerne le gouvernement d'un pays. Les fondements de la politique sont donc de nature scientifique [...] et les institutions politiques d'un pays sont souvent réunies sous le nom de Constitution»⁶.

Pour ces jeunes élevés dans l'esprit de la culture positiviste, le gouvernement devient non seulement une affaire des spécialistes, mais aussi une question de rigueur et d'exercice de la raison. Les partis politiques, source théorique de l'objectivation raisonnable dans la vie politique d'un pays, sont l'objet des critiques de Panu ou de Xenopol non par ce qu'ils représentent, mais par ce qu'ils ne peuvent pas être. S'il y a une source sûre pour les maux de la société politique du pays, alors cette source doit être fondamentalement placée dans un système de partis politiques qui ne sont pas encore mûrs et ne respectent pas les règles de fonctionnement originaires prévues pour le système parlementaire. Si la politique devient le théâtre des passions partisans et des coteries, si le gouvernement devient le lieu d'élection pour le déploiement des conduites déraisonnables, alors la Constitution en tant que principe vital de la nation, du peuple – les deux termes se

¹ G. PANU, *Portrete și tipuri...cit.*, pp. 85-86.

² *Ibidem*, p. 87.

³ *Ibidem*, p. 128.

⁴ Pierre ROSANVALLON, *La démocratie inachevée...cit.*, p. 238.

⁵ G. PANU, *op. cit.*, p. 75.

⁶ Alexandru XENOPOL, «Studii asupra stării noastre actuale», cit., p. 117.

superposent d'une manière assez ambiguë – reste lettre morte. Le gouvernement doit être exercé par les professionnels de la politique, sinon la gestion du pouvoir devient de plus en plus difficile et les institutions nouvellement créées restent, pour utiliser une formule déjà célèbre, une forme sans fond. Ce n'est pas seulement dans l'établissement institutionnel proprement dit qu'il faut chercher la source des maux, mais c'est aussi dans l'exercice du pouvoir, le fait même d'acquérir la conscience des dysfonctionnements en étant déjà un premier pas:

«C'est dans cette action de blâmer la Constitution pour tous les maux qui tourmentent nos vies que se trouve chez nous le mouvement d'implantation de l'esprit politique. C'est le premier symptôme du passage d'une vie politique dominée uniquement par l'esprit de parti à une conception plus rationnelle du gouvernement d'un peuple»¹.

Dans ce contexte, la révision de la Constitution et le système des partis deviennent les deux débats fondamentaux proposés par G. Panu tout au long de ses écrits et de son activité parlementaire.

Le système des partis est, selon l'avis de Panu, inefficace en 1904. À l'occasion d'une analyse des élections partielles déroulées tout au début de cette année, il confesse ne pas pouvoir y trouver l'idée de parti². Quelle serait la solution pour cet état de fait? Afin de la trouver, Panu procède à un parallèle entre la nature «artificielle» de la société et la vie politique à travers les partis, vision assez surprenante qui propose le modèle de l'individu primitif et mauvais par nature, ciselé par la société et par l'existence à l'intérieur de la société politique:

«La société, avec ses idées généreuses de justice, de solidarité, est un produit artificiel, c'est le produit du développement des bonnes côtés de l'homme en dépit des mauvaises et primitives. Les idées morales, les idées humanitaires, les idées de solidarité en vue d'un but noble sont établies au détriment de l'égoïsme, de la cupidité et de la rapacité primitive; le progrès s'est lentement accompli, et ses acquisitions restent toujours fragiles. Si on les applique à l'idée de parti, on doit constater les mêmes choses. Les partis, en plus petit, sont eux aussi le produit artificiel de l'organisation politique de la société. Par conséquent, l'impératif du progrès est tout aussi urgent pour vaincre les instincts mauvais et primitifs»³.

On a donc une définition de la démocratie à travers le système des partis; cependant, le système des partis n'existe pas encore selon cette vision chez nous. Le progrès n'a pas encore dit son mot sur la chose. La démocratie elle-même, comme production consciente de l'esprit humain en progrès, se retrouve devant la même difficulté, perpétuée par le cercle vicieux d'un mauvais fonctionnement des institutions et des partis politiques: «La vraie force morale d'un gouvernement vient de l'accomplissement de sa tâche requise par les intérêts généraux»⁴.

Le respect de ces intérêts généraux passe premièrement par les mécanismes de contrôle de la démocratie représentative, idéalement par le suffrage universel et en-

¹ *Ibidem*, p. 118.

² «Je cherche en vain l'idée de parti dans ces élections partielles, je ne la vois pas clairement précisée» – G. PANU, «Partide și partizani», in *Săptămâna*, an III, nr. 60, 23 ianuarie 1904, p. 35.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*, p. 36.

suite par d'autres mécanismes connexes, comme, par exemple, l'éducation démocratique des citoyens. Le progrès ne va pas seulement dans un sens «historique» – pour ne pas dire évolutionniste – du terme, mais aussi dans le sens civique. Il existe un temps civique, un temps qui s'écoule sûrement en faveur du développement de la conscience démocratique. Les idées de «Junimea» et la proximité formatrice de Titu Maiorescu et de la pensée conservatrice disent aussi leur mot, car pour Panu, brûler les étapes en matière d'éducation démocratique n'est pas souhaitable:

«Le pays est-il préparé – se demande-t-il en 1908 – pour cette réforme? Sans aucun doute. Le temps s'est écoulé et les idées aussi. Je me souviens qu'il y a 20 ans, on trouvait rarement un partisan du collège unique qui soit pris en sérieux. Pour ce qui est du suffrage universel, on considérait que s'était de la folie»¹.

Il s'agit de chercher la combinaison idéale entre l'évolution naturelle des générations et la propagande et le mouvement de popularisation des idées démocratiques.

La recette – s'il y en a une – d'un bon gouvernement, c'est, en premier lieu, la lecture correcte du social et de ses appétences démocratiques. Deux sont les instruments possibles. Le premier, l'opinion publique, manque malheureusement en Roumanie².

Le second, c'est le système de partis, transformé dans un outil au service de cette interprétation du social. C'est à travers la compréhension de la volonté démocratique de la génération présente que l'exercice du pouvoir et la gestion des affaires politiques se démocratisera finalement. Une vision à mi-chemin entre la théorie conservatrice et les socialistes, qui pose le problème du suffrage universel en termes de négociation avec les réalités politiques du temps: «Si le suffrage universel, dans les pays où il fonctionne, ne met pas en danger l'idée d'État, de nation et de conservation sociale, le collège unique est encore plus loin d'engendrer de tels effets»³.

La solution proposée alors c'est de combiner les bénéfices du développement historique, avec ceux d'un modèle démocratique basé sur l'éducation progressive des citoyens:

«À l'aide de ce moyen [le suffrage universel, *n.n.*], la politique devient une école où les gens cultivés et compétents initient à la pratique de la science politique les gens non éduqués, beaucoup plus nombreux [...] La seule école politique susceptible d'élever le niveau des mœurs civiques, c'est le vote universel, c'est le mélange de tous dans un seul creuset, c'est la pratique quotidienne des droits électoraux, c'est la science par l'expérience»⁴.

La question paysanne

Ce sens précis de l'éducation démocratique peut fournir une clé de lecture dans le cas de la question paysanne, telle qu'elle apparaît notamment dans les articles publiés par Panu au sujet des révoltes paysannes de 1907. Il y a dans le débat

¹ *Săptămâna*, an VIII, nr. 5, 26 ianuarie 1908, p. 42.

² *Lupta*, an III, nr. 67, 22 iunie 1886, p. 1, col. I.

³ *Lupta*, an III, nr. 6, 30 ianuarie 1886, pp. 52-53.

⁴ *Lupta*, an VIII, 14 august 1891, p. 1.

politique et public de ces dernières trente années du XIX^e siècle quelques thèmes récurrents: la question juive, le suffrage universel et la question paysanne. Si les deux premières tiennent l'affiche durant toute l'activité de publiciste et de parlementaire de G. Panu, la question paysanne n'apparaît – de même que les questions syndicales – qu'à la veille des événements de 1907. Dans une suite d'articles qui entourent l'événement – géré, finalement, par un gouvernement libéral installé à la hâte – l'auteur de sensibilité libérale identifie premièrement les causes de la révolte: le retard dans la réalisation des réformes rurales, mais aussi le manque de culture politique des paysans, qui devraient être informés de l'incompatibilité de leurs méthodes avec l'état social démocratique. Autrement dit, ce ne sont pas seulement les réformes rurales, mais aussi les réformes politiques qui font défaut au système politique roumain. Le fait de lutter pour ses droits est quelque chose de noble en soi. Ce qui est condamnable, ce sont les méthodes employées: «Il faut ôter de la tête des paysans l'idée qu'on va tolérer leurs révoltes ou qu'ils vont obtenir quelque chose par le biais des révoltes»¹. Panu critique également les adeptes de la vision «sentimentale» sur la question paysanne et le refus conservateur des réformes politiques, voire de l'introduction du collège unique. Cette réforme doit être doublée par un autre palier, qui serait justement la réforme des mœurs politiques de la société dans son ensemble: «Il faut cesser avec les déclamations vagues et poétiques [...] Il ne s'agit pas de sentimentalisme, mais de justice par rapport à une classe sociale, à une condition, il ne s'agit pas de troubler l'ordre social et de menacer l'existence de l'État même»². Les préoccupations de Panu dans cette direction se retrouvent dans un ouvrage en deux volumes concernant la question paysanne³, commandé en quelque sorte par D.A. Sturdza, comme on l'apprend d'une lettre de l'auteur adressée au chef du Parti Libéral⁴: «J'apprends de C... que vous voudriez que j'écrive une étude sur la question paysanne. Je me mets à votre disposition avec le plus grand plaisir».

Pour Panu, les premiers coupables des suites sanglantes des révoltes sont les paysans eux-mêmes, qui ont porté atteinte aux structures de l'État et qui ont provoqué des mouvements contestataires violents et non-démocratiques; les coupables indirects sont les hommes politiques, qui n'ont pas compris les impératifs du moment quant à cette classe problématique.

La question paysanne trouve son pendant dans le rôle éducatif – dans le sens démocratique et civique – de la pratique du pouvoir à l'intérieur de la commune. La commune est mise en rapport avec la discipline de l'État démocratique et décentralisé:

«La commune a toujours fait de la politique [...] Aujourd'hui, plus que jamais, avec la nouvelle loi communale, loi par excellence centralisatrice, aujourd'hui, quand le gouvernement a mis les mains sur tous les ressorts, petits et grands, du pays...»⁵.

¹ *Săptămâna*, an VIII, nr. 14, 24 februarie 1908, p. 136.

² *Ibidem*.

³ G. PANU, *Cercetări asupra stării țăranilor în veacurile trecute*, Institutul de Arte Grafice Eminescu, București, 1910.

⁴ Lettre de 24 juin, s.a., de G. Panu à D.A. Sturdza, Bibliothèque de l'Académie Roumaine, Manuscrits, Fonds D.A. Sturdza, cote S 28 (4)/DCCCXCV.

⁵ *Lupta*, an III, nr. 67, 22 iunie 1886, p. 1, col. I.

Quelques années après, à l'occasion de l'adoption, par le Parlement, de la Loi communale, en 1904, Panu écrit quelques observations en marge de ce qu'il considère comme un événement dans le développement démocratique du pays, auquel le gouvernement conservateur avait porté atteinte en 1864:

«En vérité, depuis 1864, nous avons une vie communale moderne et nous considérons, nous autres libéraux, que la commune rurale est indissolublement liée à son maire et l'envisage comme l'unique autorité qui administre les intérêts communaux, avec le conseil, et qui met à l'œuvre les lois d'intérêt général; une autre autorité ne serait pas concevable»¹.

Parlementarisme, démocratism, socialisme

Le courant représenté par G. Panu et défini autour de la personnalité de C.A. Rosetti, connu même parmi les radicaux de '48 comme «le rouge»; se forge une identité à part et souvent en contradiction avec les doctrines socialistes dont il a été rapproché par une certaine exégèse marquée idéologiquement². Le Parti Radical, fondé par C.A. Rosetti en 1884³, dirigé par Panu en 1885, après la mort du premier sous le nom de Parti Radical Démocrate, peut trouver les expressions idéologiques les plus explicites dans une acception de la démocratie comme, d'une part, construction incompatible avec le discours national dans la lignée de 1848, et d'autre part, discours de la solidarité sociale, de sensibilité sociale-démocrate:

«Cette théorie politique et économique [de l'État-Providence, n.n.] est sortie de la théorie du suffrage plus ou moins universel. Elle est la conséquence naturelle de la participation de la masse du peuple au gouvernement des affaires politiques. Pour le moment, elle est le programme de toutes les démocraties. En Allemagne, en Angleterre, en Italie, partout on voit cette tendance se manifester d'une manière puissante»⁴.

On voit bien que, en réalité, l'expression «socialisme d'État» traduit plutôt, dans le langage politique en construction de son temps, une forme de démocratie représentative combinée à l'idée d'État assistentiel, où la protection sociale trouve ses expressions les plus démocratiques possibles. Panu implique ainsi l'idée d'un État mobilisé au service des citoyens, réunis dans une nation basée sur l'articulation sociale et non pas sur l'identité ethnique. Le modèle démocratique qui en résulte partiellement est par conséquent celui qui situe le baromètre démocratique dans le champ de l'investissement social des institutions de l'État.

Le modèle démocratique proposé par Panu n'est pas un modèle socialiste. Il l'affirme lui-même:

¹ *Săptămâna*, an III, nr. 70, 16 aprilie 1904, p. 199.

² G. Panu est souvent lu, surtout dans les dernières années du régime communiste, comme un adepte de la lutte des classes et comme un précurseur des mouvements socialistes. Ses textes, amplement cités dans cet article, prouvent, je trouve, le non-fondé de ces interprétations.

³ G. PANU, *Amintiri...* cit., pp. VI et suiv.

⁴ *Lupta*, an III, nr. 14, 7 februarie 1886, p. 1, col. I.

«Qui suis-je? Suis-je socialiste ou national-libéral? La réponse est: ni l'un, ni l'autre. Mon programme n'est pas socialiste [...] je ne suis ni national-libéral ou libéral-national [...] Je mets les réformes économiques sur le premier plan. Cette tendance libérale est parfois appelée radicalisme, démocratism. Et la lutte entre les radicaux et les anciens libéraux est tout aussi âpre que celle entre les libéraux et les conservateurs»¹.

G. Panu n'est pas un socialiste, il le dit lui-même maintes fois. Il n'accepte aucune affiliation aux socialistes². On le voit d'ailleurs clairement en le situant par rapport à un de ces contemporains, dont le nom n'apparaît pas souvent dans ces articles et brochures, C. Dobrogeanu-Gherea, qui, se déclarant socialiste – ou, dans d'autres ouvrages, marxiste ou bien social-démocrate³ – précise clairement le contenu donné à cette notion. Pour Panu, en revanche, le radicalisme, le démocratism, ont leurs significations bien tenues à l'écart par rapport aux nuances socialistes. Il n'éprouve d'ailleurs de sympathie ni pour le socialisme, ni pour ces principaux représentants dans le Parlement. Ses portraits parlementaires en font la preuve:

«Pour M. Nădejde, le fait d'argumenter une question plus de cinq minutes est une impossibilité. Il se contente d'énumérer les faits et d'énoncer son avis dans le sujet [...] Le socialisme a beaucoup perdu avec l'entrée de M. Nădejde au Parlement»⁴.

L'attitude de Panu ne vise pas, naturellement, le parlementarisme tout court, mais plutôt son mode vicieux de fonctionnement. Quelles en seraient les causes?

Premièrement, le manque d'éducation démocratique et parlementaire des hommes politiques et des élus. Les parlementaires roumains sont, à quelques exceptions près, des incompetents en matière de législation et sont même incapables de comprendre la nature profonde de l'œuvre démocratique que le Parlement est appelé à faire: «Si l'on voulait soutenir un paradoxe, alors on dirait que les institutions parlementaires ne servent pas nécessairement aux citoyens, mais plutôt aux avocats»⁵.

La compréhension de l'esprit du parlementarisme passe premièrement à travers l'assimilation du «démocratism». Le terme, assez souvent utilisé à l'époque, sert à définir un certain esprit de la démocratie, pas nécessairement synonyme au libéralisme, car quelques conservateurs de «qualité» en ont eux aussi l'usage. De même qu'être libéral n'est pas synonyme à la qualité, nettement plus respectable, d'être démocrate: «libéral de conviction, démocrate même...»⁶. Ou encore:

«Curieuses évolutions de M. Carp en politique. En 1870, il était un simple doctrinaire conservateur-réactionnaire. Dans ces temps-là, les junimistes cherchaient de mettre en théorie les idées et les procédures de M. Lascăr Catargiu. Pas un seul instant M. Carp n'avait pensé qu'il allait s'abreuver aux eaux du démocratism»⁷.

¹ *Lupta*, an III, nr. 122, 29 noiembrie 1886, p. 1.

² C. MATEESCU, *G. Panu și radicalismul românesc la sfârșitul secolului al XIX-lea*, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1987.

³ Cf. Cristian PREDA, *Contribuții la istoria intelectuală a politicii românești*, Editura Meridiane, București, 2003, p. 13.

⁴ G. PANU, *Portrete și tipuri...* cit., p. 99.

⁵ *Ibidem*, p. 163.

⁶ *Ibidem*, p. 68.

⁷ *Ibidem*, pp. 25-26.

S'il fallait trouver un contraire au terme de démocratisation, ce serait sûrement le «modératisme»:

«Dans ses idées il est libéral, avec une teinture assez forte de radicalisme, ou bien l'on pourrait dire qu'il est parmi les libéraux qui ont des idées plus avancées, qui a quelques fois des accents de radicalisme dans les questions économiques et sociales. En ce qui concerne les questions politiques, il est d'un modératisme assez accusé... »¹.

Conclusions

Le concept de démocratie se construit vers la fin du XIX^e siècle dans une double direction: vocation de la continuité, d'une part, et volonté de la rupture, d'autre part. Les générations – car, finalement, parler d'une seule, c'est réduire les trajets tellement divers de leurs représentants – qui se succèdent ou qui coexistent après 1848 et ensuite après 1866 se développent dans ces multiples logiques institutionnelles et politiques, réunies, à un moment donné, sous les bannières des deux grands partis politiques: le Parti National Libéral et le Parti Conservateur. Mais les bannières deviennent vite un emballage qui ne convient plus et les sens de la démocratie sont de plus en plus partagés entre les interprétations mitigées du concept et de ses répercussions institutionnelles. Les débats qui en dérivent révèlent, une fois de plus, les hésitations de substance qui constituent, même en absence d'un objet précis ou d'un projet conscient, assumé, la base de la réflexion intellectuelle de cette époque. Les thèmes fréquentés parlent pour eux-mêmes: le suffrage universel contre les collèges électoraux, la représentation directe et la représentation capacitaire, l'éducation politique par culture civique contre l'expérience politique sans intermédiaires, la nation ethnique versus nation civique. Seul constat unificateur, la politique devient une question non seulement de vocation, de talent et de savoir-faire général, mais aussi une question de métier. C'est l'époque qui dresse une esquisse du portrait de l'homme politique, du technicien de la démocratie, élément qui place d'ailleurs, au moins de ce point de vue, la réflexion roumaine au sujet de la démocratisation dans une volonté de la modernisation.

Ce que l'on ne peut pas refuser à ces générations, c'est la volonté de l'édification démocratique. Pour un auteur tel G. Panu, le problème devient encore plus ardu, puisqu'il s'agit finalement de proposer un modèle démocratique radical, accompagné des hésitations et des doutes issus de la pratique politique et des constats d'ordre historique. La solution proposée par Panu a en vue trois directions principales: la modification du système de vote et des mécanismes de la représentation, la transformation du système de partis dans un outil au service de la nouvelle interprétation du social (combinaison idéale entre l'évolution naturelle des générations et la propagande et le mouvement de popularisation des idées démocratiques) et finalement, la conversion de l'État ethnique, tout récemment esquissé, dans un État civique. Pour cela, il faut intégrer les bénéfices du développement historique à ceux d'un modèle démocratique basé sur l'éducation directe, même si progressive, des citoyens.

¹ *Ibidem*, p. 71.

La démocratie roumaine, telle qu'elle est pensée par la seconde moitié du siècle, est une démocratie par apprentissage. L'idée maîtresse, c'est d'enseigner la démocratie de différentes manières. La théorie des «formes sans fonds» n'est pas le rejet de la démocratie par l'apprentissage, c'est seulement un plaidoyer en faveur des vertus de l'apprentissage créatif et un refus de l'apprentissage par imitation. Mais c'est toujours, comme dans le cas de Panu (qui, loin d'être l'adversaire de cette théorie, en partage, implicitement, quelques conclusions), un parcours inventé: pour la pensée politique roumaine, la démocratie est encore à construire, elle n'est pas un état social, dans le sens, classique, toquevillien du terme. C'est ce qui remarque G. Panu: «Ce qui est caractéristique de notre situation, c'est que la civilité et la courtoisie ne sont pas encore entrées dans les mœurs politiques...»¹. La démocratie roumaine doit alors s'inventer – ce sont seulement les méthodes qui font l'objet des négociations. C'est à l'intérieur de ce pénible processus d'élaboration que les ruptures entre les différentes générations, de 1848, de 1866, etc. vont forger les voies vers la modernité. Car la construction démocratique joue sur deux versants. Le premier, c'est, justement, l'apprentissage – avec tout le cortège de notions que l'on vient de rappeler et qui pourrait être résumé avec les mots de Panu: «la politique devient une école»².

Le second, c'est la nouvelle perception du temps historique, de l'histoire elle-même, théorisée par les historiens de «Junimea» dans les années '70. C'est un puissant agent de rupture et une des causes du dialogue raté entre les générations qui se succède dans ce laborieux processus de construction démocratique.

Si la démocratie roumaine a un problème, celui-ci est justement le fait qu'elle représente plutôt le produit d'une volonté, que d'une vocation. Les différents libéralismes proposés par les débats intellectuels et politiques roumains se développeront dans cet esprit et dans un rapport toujours mal délimité au sens «naturel» de la démocratie moderne et de la place que celle-ci doit aménager à l'intérieur de l'échafaudage institutionnel.

¹ *Săptămâna*, an II, nr. 41, 23 mai 1903, p. 503.

² *Lupta*, an VIII, 14 august 1891, p. 1.